

Actualité réglementaire et jurisprudentielle en matière de qualité de l'air : point sur les derniers textes et décisions de justice

Corentin Chevallier
Avocat au Barreau de Paris
Foley Hoag

ATMOS'FAIR 2022

20 septembre 2022 - Lyon

Introduction

I. Actualité réglementaire

1. En droit de l'Union Européenne
2. En droit national

II. Actualité jurisprudentielle

1. Au niveau européen
2. Au niveau national



FOLEY
HOAG LLP

I. Actualité réglementaire en matière de qualité de l'air

1. EN DROIT DE L'UNION EUROPEENNE

Cadre juridique de l'UE sur la protection de la qualité de l'air ambiant ou atmosphérique

- **Directive 2003/87/CE (version consolidée)** instaurant le Système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne (SEQUE-UE) : phase 4 (2021-2030)
- **Directive européenne 2008/50/CE** concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe
- **Directive européenne 2016/2284** concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques
- **Réglementations sectorielles** européennes pour la qualité de l'air

De nombreuses directives et règlements concernent notamment la réduction des émissions de polluants issus :

- des transports (routiers, non routiers, maritimes...) en réglementant la qualité des carburants et combustibles, ou les émissions liés aux moteurs
- des activités industrielles (directive IED, BREF, installations de combustions...)
- de certaines appareils domestiques (écoconception des chaudières et des appareils de chauffage individuels)
- de l'utilisation de certains produits (directive sur l'utilisation des solvants pour réduire les émissions de COV)

1. EN DROIT DE L'UNION EUROPENNE

Les objectifs fixés pour la France de réduction des émissions de polluants par la directive 2016/2284 (en % par rapport à 2005)

ANNEXE II – Tableau A – Directive 2016/2284

	À horizon 2020	À horizon 2030
SO ₂	-55 %	-77 %
NOx	-50 %	-69 %
COVNM	-43 %	-52 %
NH ₃	-4 %	-13 %
PM _{2,5}	-27 %	-57 %

Crédits : ecologie.gouv.fr

1. EN DROIT DE L'UNION EUROPEENNE

Les principaux objectifs de l'UE en matière de qualité de l'air

Objectifs clés définis dans la **Communication de la Commission européenne du 25 mai 2021 « Plan d'action zéro pollution 2050 »**

- **Objectifs pour 2030 :**
 - Améliorer la qualité de l'air afin de réduire de 55% le nombre de décès prématurés causés par la pollution atmosphérique
 - Réduire de 25% le nombre d'écosystèmes terrestres et aquatiques de l'UE où la pollution atmosphérique menace la biodiversité
- **Alignement plus proche des normes de qualité de l'air sur les nouvelles lignes directrices mondiales de l'OMS sur la qualité de l'air de septembre 2021** (relatives aux particules (PM_{2,5} et PM₁₀), ozone, dioxyde d'azote, dioxyde de soufre et monoxyde de carbone)

1. EN DROIT DE L'UNION EUROPEENNE

L'examen de la mise en œuvre de la politique environnementale (EIR : *Environmental Implementation Review*) de chaque Etats membres (EM)

- 3^e rapport de l'EIR par la Commission en septembre 2022
- **Bilan général sur la « *qualité de l'air, sécurité des émissions industrielles et bruit* »**
 - Estimations de l'Agence européenne pour l'environnement (AEE) : dommages causés à la santé et à l'environnement par la pollution atmosphérique provenant des installations industrielles en Europe ont coûté entre 277 et 433 milliards d'euros en 2017
 - Dépassement des limites récurrentes par EM donc procédures d'infraction avec des condamnation par CJUE
 - Lacunes constatées au niveau des programmes de surveillance de la qualité de l'air
 - > 70 % des États membres courent un risque élevé de ne pas respecter leurs engagements en matière de réduction des émissions d'ammoniac pour la période 2020-2029, 50% pour le Nox et PM2,5
- **Le cas de la France**
 - Infractions persistantes avec dépassement des taux de PM10 et NO2 : 2 arrêts de la CJUE (voir II.) l'invitant à mettre en œuvre les mesures nécessaires pour réduire la période de dépassement sous risques de sanctions financières
 - En 2020, valeurs limites de dioxyde d'azote (NO2) et dioxyde de soufre (SO2) dépassées dans deux zones et les valeurs cibles de concentration d'ozone n'ont pas été atteintes

Le paquet “*Fit for 55*” présenté par la Commission le 14 juillet 2021

- Adopté dans le cadre de la loi européenne sur le climat (règlement 2021/1119) du 30 juin 2021
- Etape intermédiaire pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 prévue par le Pacte Vert : **objectif d'une baisse de 55% des émissions de GES d'ici à 2030** par rapport au niveau de 1990
- 13 mesures juridiquement contraignantes dont :
 - La révision du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (SEQUE de l'UE) pour aboutir à une réduction de 61% des émissions d'ici à 2030 par rapport à 2005 (en incluant les émissions de transport maritime et créant un nouveau système autonome d'échange de quotas d'émission pour le bâtiment et le transport routier)
 - L'instauration d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) afin d'éviter les fuites de carbone en dehors de l'UE
 - La révision des normes de performance en matière d'émissions de CO2 pour les voitures particulières neuves et pour les véhicules utilitaires légers neufs
 - Objectif de réduction des émissions de CO2 de 55% pour les voitures et 50% pour les camionnettes d'ici à 2030 et de 100% d'ici à 2035 donc la **fin de vente des véhicules thermiques** (exemption pour la filière automobile de luxe : dérogation jusqu'en 2036 pour 1000 à 10 000 véhicules par an)
 - Réexamen des objectifs prévus par la Commission en tenant compte des progrès technologiques
- Ces propositions législatives ont été votées par le Parlement européen (8 juin 2022) puis validées par le Conseil de l'UE dans ses orientations générales (28 juin 2022)
- Les discussions entre les deux instances vont démarrées afin de s'accorder sur l'adoption de textes législatifs

1. EN DROIT DE L'UNION EUROPEENNE

Projet de réforme de la Directive européenne 2008/50/CE concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe

- **Rapport du Parlement européen du 8 mars 2021 sur la mise en œuvre des directives sur la qualité de l'air ambiant préconise notamment :**
 - Couverture des normes en matière de qualité de l'air d'autres polluants non réglementés : particules ultrafines, carbone noir, mercure et ammoniac
 - Alignement des normes de la qualité de l'air sur les lignes directrices de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)
 - Amélioration des dispositions relatives aux sanctions en cas de dépassements des seuils et les exigences en matière d'information du public
 - Remplacement des valeurs cibles actuelles (O3, As, Cd, Ni et BaP) par des valeurs limites
 - Renforcement de la surveillance et des plans en matière de qualité de l'air afin d'aider les autorités locales à rendre l'air plus pur
- **Résolution du Parlement européen du 25 mars 2021 sur la mise en œuvre des directives sur la qualité de l'air ambiant :** Reprend l'intégralité des mesures préconisées par le Rapport du Parlement européen du 8 mars 2021

Une consultation publique de septembre à décembre 2021 a suivi ces travaux. **L'adoption de la directive révisée étant prévue pour le troisième trimestre 2022.**

Le dispositif national de surveillance de la qualité de l'air

- **Obligation** depuis la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie de 1996 (loi LAURE) de **surveiller la qualité de l'air** en vertu de l'article L. 220-1 du code de l'environnement
- Dispositif codifié (articles L. 221-1 à L. 221-6 du code de l'environnement) & réglementé (arrêté du 16 avril 2021 relatif au dispositif national de surveillance de la qualité de l'air ambiant qui vient préciser les missions de chaque acteur étatique ou associatif)

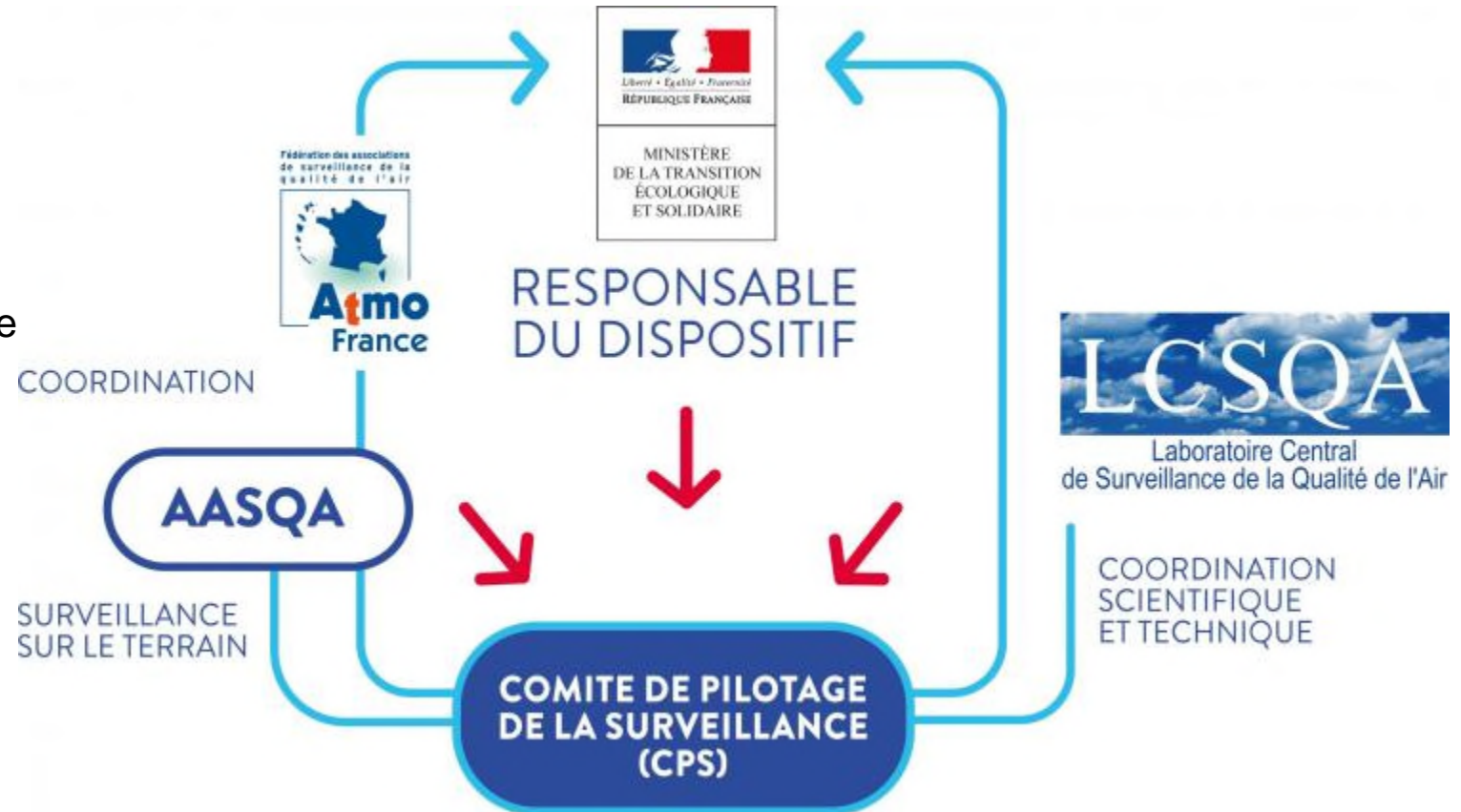
Article L. 220-1 du code de l'environnement

*L'Etat et ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs établissements publics ainsi que les personnes privées concourent, chacun dans le domaine de sa compétence et dans les limites de sa responsabilité, à une politique **dont l'objectif est la mise en œuvre du droit reconnu à chacun à respirer un air qui ne nuise pas à sa santé.***

Cette action d'intérêt général consiste à prévenir, à surveiller, à réduire ou à supprimer les pollutions atmosphériques, à préserver la qualité de l'air et, à ces fins, à économiser et à utiliser rationnellement l'énergie. La protection de l'atmosphère intègre la prévention de la pollution de l'air et la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre.

Le dispositif national de surveillance de la qualité de l'air

- Surveillance de la qualité de l'air dans chaque région par les **Associations agréées de la surveillance de la qualité de l'air (AASQA)** définies à l'article L. 221-3 et suivant du code de l'environnement et coordonnées par le **LCSQA** (prévu à l'article L. 221-1 du même code)
- **Bilan national de la qualité de l'air** établit chaque année par le Ministère sur la base des données du LCSQA (données transmises aussi à l'Agence européenne pour l'environnement)



Crédits : atmo-france.org

L'indice ATMO

- Article R. 221-5 du code de l'environnement : obligation d'informer le public sur les derniers niveaux de concentration de polluants dans l'atmosphère au travers d'un indice de qualité de l'air = indice ATMO (établi chaque jour par les AASQA)

Arrêté du 10 juillet 2020 relatif à la qualité de l'air ambiant, entré en vigueur le 1er janvier 2021 : ajout d'un polluant atmosphérique au calcul de l'indice ATMO (souligné ci-après) :

- Dioxyde de soufre (SO₂)
- Dioxyde d'azote (NO₂)
- Ozone (O₃)
- Particules aérodynamiques de diamètre inférieur à 10 micromètres (PM₁₀)
- Particules aérodynamiques de diamètre inférieur à 2,5 micromètres (PM_{2,5})
- Mise à disposition d'une prévision calculée à l'échelle de chaque Etablissement public de coopération intercommunale (EPCI) : gains en précision
- **Evolution de l'échelle de la qualité de l'air** : 6 échelles et extension du code couleur

Crédits : *atmo-france.org*

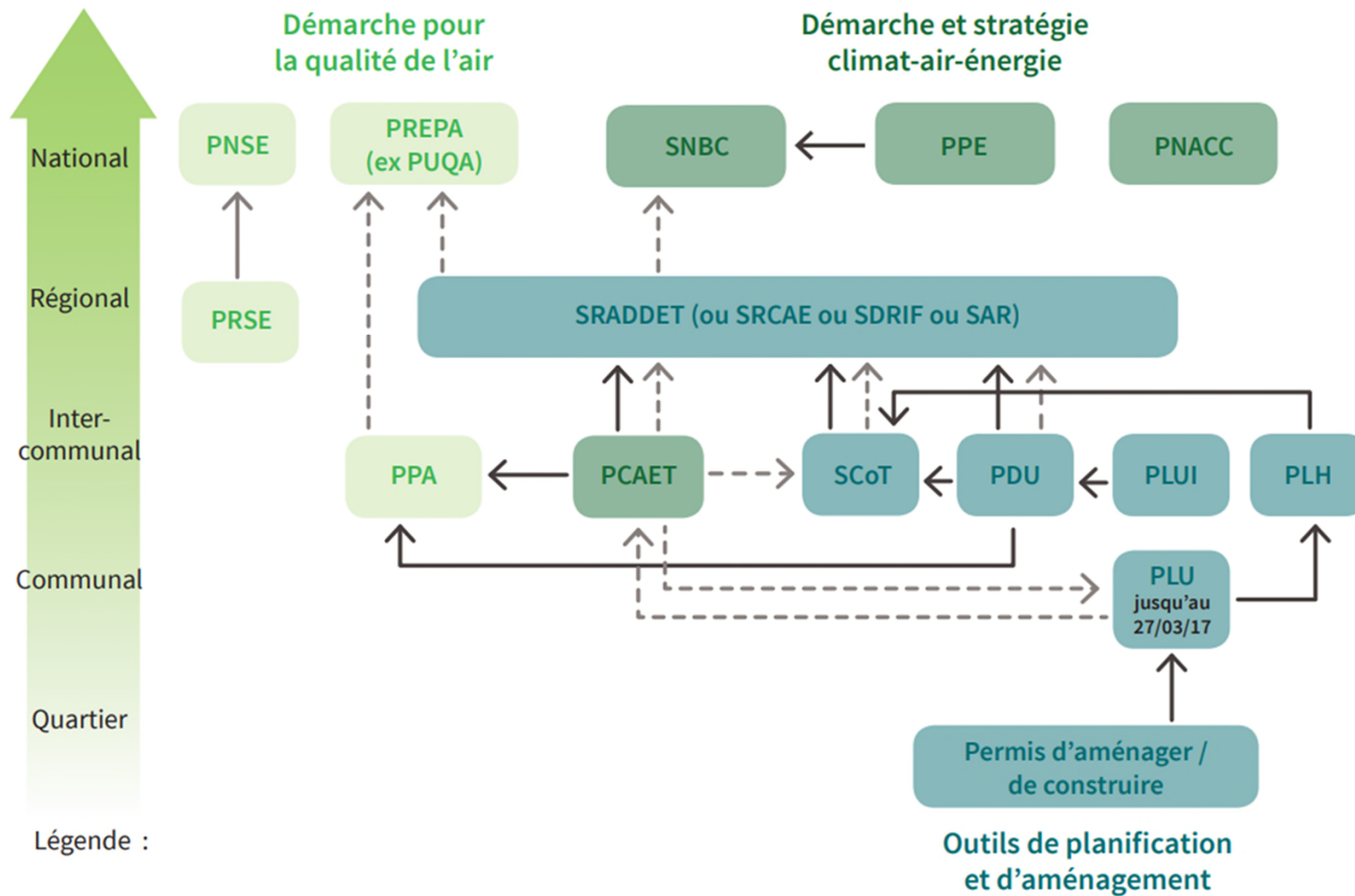
		Bon	Moyen	Dégradé	Mauvais	Très mauvais	Extrêmement mauvais
Moyenne journalière	PM _{2,5}	0-10	11-20	21-25	26-50	51-75	>75
Moyenne journalière	PM ₁₀	0-20	21-40	41-50	51-100	101-150	>150
Max horaire journalier	NO ₂	0-40	41-90	91-120	121-230	231-340	>340
Max horaire journalier	O ₃	0-50	51-100	101-130	131-240	241-380	>380
Max horaire journalier	SO ₂	0-100	101-200	201-350	351-500	501-750	>750

concentrations exprimées en µg/m³

L'intégration des problématiques air-climat-énergie au travers des outils de planification

- **Deux volets** de planification :
 - Démarche pour la qualité de l'air
 - Démarche et stratégie climat-air-énergie

- **Articulation** entre les différents outils de planification complexe



GLOSSAIRE DES SIGLES

Outils de planification « Aménagement »

SNBC Stratégie Nationale Bas Carbone

SRCAE Schéma Régional Climat-Air-Energie

SRADDET Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires

PCAET Plan Climat-Air-Energie Territorial

SCoT Schéma de Cohérence Territoriale

PLU Plan Local d'Urbanisme

PLUi Plan Local d'Urbanisme intercommunal

PDU Plan de Déplacements Urbains

PLH Programme Local de l'Habitat

Outils de planification « Air »

PNSE Plan National Santé-Environnement

PRSE Plan Régional Santé-Environnement

PREPA Plan national de Réduction des Emissions de Polluants Atmosphériques

PPA Plan de Protection de l'Atmosphère

PUQA Plan d'Urgence pour la Qualité de l'Air

Légende :

- « Doit être compatible avec » signifie « ne pas être en contradiction avec les options fondamentales »
- - - → « Doit prendre en compte » signifie « ne pas ignorer ni s'éloigner des objectifs et des orientations fondamentales »
- Constitue un volet

La publication du PNSE 4 2021-2025

- **Parmi les enjeux de la santé environnement au cœur du plan :**
 - Pollution de l'air extérieur usuellement considérée comme la première source de mortalité environnementale

- **Les mesures visant la pollution de l'air extérieur :**
 - Connaître l'état de son environnement et des bonnes pratiques à adopter (action n°1) : **Alerter** les personnes qui le souhaitent sur les **pics de pollution**
 - Renforcer la formation des élus et des agents des collectivités pour lutter contre les inégalités territoriales en santé environnement (action n°16) : La **qualité de l'air extérieur** compte parmi les **thématiques à aborder**
 - Mettre en place un « *Green Data for Health* » (action n°18) : Permettre le **partage des données** environnementales pour la santé, incluant les problématiques de **pollution de l'air**

Regard critique sur les outils de planification

- **Rapport de la Cour des comptes française** du 23 septembre 2020 jugeant les résultants des politiques publiques en matière de pollution de l'air encore insuffisants
 - Souligne notamment la perfectibilité de l'articulation entre les actions nationales et locales : défaut de pilotage, mesures insuffisamment adaptées au territoire
 - Préconise une coordination des politiques lutte contre la pollution de l'air et climat, et de leurs financement
- **Etude PLAN'AIR de l'ADEME et ATMO France** sur l'intégration de la qualité de l'air dans les PCAET de janvier 2022
 - Disparités de la prise en compte de la qualité de l'air entre les territoires en raison de l'acculturation des acteurs à cet enjeu
 - Diagnostic généralement bien traité mais les objectifs manquent de précision
 - 70 recommandations formulées
 - Nécessaire d'accompagner les décideurs locaux par des experts de la santé et de la qualité de l'air
 - Culture de l'évaluation à développer pour une réelle efficacité des plans
 - Identifier les gisements de réduction d'émission de polluants possibles
 - Définir des objectifs précis de réduction des concentrations...

2. EN DROIT NATIONAL – ZOOM SUR UNE MESURE

L'élargissement des « Zones à faibles émissions mobilité » (ZFE-m) par la Loi Climat et Résilience du 22 août 2021



DÉPLOIEMENT DES ZONES À FAIBLES ÉMISSIONS MOBILITÉ (ZFE-M)

Une mobilisation des agglomérations pour faire baisser de 40 % la pollution de l'air en ville dès 2025



- Instauration obligatoire pour les agglomérations de plus de 150 000 habitants d'ici le 31 décembre 2024
- Si le calendrier est respecté : 45 ZFE-m en France soit 1/3 du parc automobile français
- Pour les ZFE-m déjà instaurées : interdiction de circulation permanente pour les véhicules dont les émissions en particules fines et oxydes d'azote sont trop importantes (en fonction de la vignette Crit'Air)
- Consultation publique jusqu'au 16 septembre 2022 sur un projet de décret permettant de déroger à l'instauration d'une ZFE-m si des actions équivalentes permettent à l'agglomération de ne pas dépasser les valeurs guides de l'OMS en NO₂
- Nouvelle ZFE-m à Marseille depuis le 01 septembre 2022
- Paris : interdiction des Crit'Air 3 repoussée au 1 janvier 2023 puis Crit'Air 2 au 1 janvier 2024

II. Actualité jurisprudentielle en matière de qualité de l'air

Procédure d'infraction en cours

- **15 juillet 2022 : mise en demeure** de la France de se conformer à la Directive 2010/75/UE (Directive IED relative aux émissions industrielles) qui encadre l'activité des installations les plus polluantes visées par une procédure d'autorisation spécifique
 - Le droit d'antériorité français (article L. 513-1 du code de l'environnement) permet aux ICPE régulièrement mises en service d'être exemptées de l'autorisation prévue par la directive à la seule condition que l'exploitant se soit fait connaître du préfet
 - Mise en demeure de la France par la Commission qui dispose de deux mois pour se conformer sous risque d'un avis motivé

Condamnations de la France par la CJUE

- **Affaire C – 636/18 du 24 octobre 2019** : France condamnée pour avoir dépassé « de manière systématique et persistante la valeur limite annuelle pour le dioxyde d'azote (NO₂) depuis le 1er janvier 2010 dans douze agglomérations et zones de qualité de l'air » en violation de la directive 2008/50/CE sur la qualité de l'air.
 - Si elle ne veille pas à ce que la période de dépassement soit la plus courte possible, un nouveau recours de la Commission visant des sanctions financières avec une astreinte par jour de retard est possible
- **Affaire C – 286/21 du 28 avril 2022** : France condamnée pour avoir dépassé la valeur limite journalière de concentration de microparticules (PM₁₀)

Arrêt de la CJUE – C-286/21 du 28 avril 2022

Commission c. France

- France mise en demeure dès 2009 par la Commission pour dépassement des concentrations de microparticules (PM10) dans 13 zones dont Paris.
- Mise en demeure complémentaire en 2013 pour des dépassements en Ile de France et à Fort de France puis transmission par la France de 2015 à 2021 d'éléments complémentaires sur les mesures adoptées pour améliorer la qualité de l'air
- Condamnation de la France en 2022 pour avoir manqué à ses obligations issues de la directives 2008/50/CE car :
 - Elle n'a « *pas veillé à ce que ne soit pas dépassée, de manière systématique et persistante, la valeur limite journalière applicable aux concentrations de microparticules (PM10), depuis le 1er janvier 2005 jusqu'à l'année 2019 incluse, dans l'agglomération et la zone de qualité Paris et, depuis le 1er janvier 2005 jusqu'à l'année 2016 incluse, à l'exception de l'année 2008, dans l'agglomération et la zone de qualité Martinique/Fort-de-France* ».
 - Et n'a « *pas veillé à ce que les plans relatifs à la qualité de l'air prévoient des mesures appropriées [les PPA] pour que la période de dépassement de cette valeur limite soit la plus courte possible, a manqué, dans ces deux zones, depuis le 11 juin 2010, aux obligations qui lui incombent* » en vertu de la même directive.
- La France doit se conformer dans les meilleurs délais sous peine de sanctions financières

Conseil d'Etat, 12 juillet 2017, n°394254, *Association Les Amis de la Terre* : un changement d'ère

- L'Association Les Amis de la Terre saisit le Conseil d'Etat à la suite de décisions implicites de rejet du Président de la République, du Premier Ministre, et des Ministres chargés de l'environnement et de la santé d'assurer le droit de chacun à respirer un air qui ne nuise pas à sa santé
- **Fondement:**
 - Directive 2008/50/CE du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe (articles 1er, 13 et 23)
 - Articles L.221-1, L.222-4, L.221-5 et R.221-1 du code de l'environnement
- **Demandes:**
 - Mettre en œuvre « *toutes mesures utiles permettant de ramener, sur l'ensemble du territoire national, les concentrations en particules fines et en dioxyde d'azote à l'intérieur des valeurs limites fixées à l'annexe XI de la directive du 21 mai 2008 [...] ainsi qu'à l'élaboration de plans conformes à l'article 23 de celle-ci* »

Le Conseil d'Etat considère que les PPA pour ces zones « *doivent être regardés comme insuffisants* »

Conseil d'Etat, 10 juillet 2020, n°428409, constate l'insuffisances des mesures et prononce une astreinte à la charge de l'Etat

- Les mêmes associations requérantes ont saisi le Conseil d'Etat à la suite de la décision précédente
- **Demandes** : constater que la décision du 12 juillet 2017 n'avait pas été exécutée à la date du 31 mars 2018, et prononcer à l'encontre de l'Etat une astreinte de 100.000€ par jour de retard s'il ne justifiait pas avoir pris les mesures adéquates.
- Le Conseil d'Etat constate que les plans de protection de l'atmosphère (PPA) n'ont été révisés **que pour 2 zones** sur les 12 visées, les feuilles de route rendues publiques par le gouvernement ne compensant pas ce retard.
- « *Il résulte de tout ce qui précède que, pour chacune des zones administratives de surveillance mentionnées au point 8 dans lesquelles les valeurs limites de concentration en NO2 et PM10 fixées par l'article R. 221-1 du code de l'environnement demeurent dépassées, à l'exception de celle de la Vallée de l'Arve pour les raisons indiquées au point 10, les différents éléments produits au cours de la procédure juridictionnelle ne permettent pas d'établir que les effets cumulés des différentes mesures adoptées à la suite de la décision du 12 juillet 2017 permettront de ramener les niveaux de concentration en ces deux polluants en deçà de ces valeurs limites dans le délai le plus court possible.* »
- **Le Conseil prononce une astreinte de 10 millions €/semestre de retard à défaut de justifier de l'exécution complète de la décision du 12 juillet 2017 dans un délai de 6 mois.**

Conseil d'Etat, 4 août 2021, n°428409, ordonne la liquidation de la première astreinte de 10 millions €

- Les mêmes associations requérantes demandent au Conseil de constater l'inexécution des deux précédentes décisions et de majorer l'astreinte
- Considère que les mesures prises par le Gouvernement ne permettent pas, à la date de la décision, l'exécution complète de la décision du 12 juillet 2017, bien qu'elles le puissent dans le futur
- Le Conseil d'Etat **condamne le Gouvernement à liquider l'astreinte**
- Les 10 millions d'euros sont répartis de la façon suivante : 100 000 euros à l'association Les amis de la Terre France, 3,3 millions d'euros à l'ADEME, 2,5 millions d'euros au CEREMA, 2 millions d'euros à l'ANSES, 1 million d'euros à l'INERIS, 350 000 euros à Air Paris et Atmo Auvergne Rhône-Alpes chacune, 200 000 euros à Atmo Occitanie et Atmo Sud chacune.

Les contentieux directs achoppent sur l'établissement du préjudice par les requérants en dépit de la reconnaissance de la carence fautive de l'Etat à mettre en œuvre des mesures de protection appropriées dans le cadre notamment des PPA

■ **TA Montreuil, 25 juin 2019, n° 1802202 :**

- Un particulier atteint de pathologie respiratoire demande l'indemnisation de son préjudice
- Le juge retient la carence fautive de l'Etat n'ayant pas pris les mesures adéquates pour faire respecter les exigences du code de l'environnement relatives à la qualité de l'air lors d'un épisode de pollution en Ile-de-France
- La responsabilité de l'Etat n'est pas retenue en raison de l'insuffisance du lien de causalité

■ **TA Paris, 4 juillet 2019, n° 1709333/4-3 :**

- Le juge retient la faute de l'Etat, de la même manière que celui de Montreuil
- Rejette les demandes indemnitaires sur le fondement de l'insuffisance du lien de causalité entre la faute de l'Etat et les pathologies des requérants
- Décision d'appel : Cour administrative d'appel de Paris (11 mars 2021, n°19PA02869)

■ **Cour administrative d'appel de Paris, 11 mars 2021, n°19PA02869 :**

- Examine l'appel interjeté par la requérante à la suite du jugement du TA de Paris et ordonne une expertise sur le lien de causalité
- La Cour revient sur le refus du Tribunal d'ordonner une expertise, considérant le dépassement des seuils de concentration de gaz polluants
- Les préjudices moraux et d'anxiété du requérant semblent pouvoir être imputés au dépassement des seuils, ce qui est plus complexe à établir concernant les pathologies respiratoires du requérant et le trouble de ses conditions d'existence

Cour administrative d'appel de Lyon, 29 novembre 2021, n° 19LY04397 = La responsabilité de l'Etat bientôt engagée pour les préjudices subis ?

- Rejet en première instance de la demande de condamnation pour carence fautive de l'Etat **et du Grand Lyon** pour le préjudice du fils du requérant en raison d'exposition répété à des épisodes de pollution
- Rejet de la violation alléguée des articles 2 et 8 de la CEDH : le dépassement des concentrations ne peut caractériser « *une défaillance notoire de l'Etat dans la protection de la vie des habitants, ni une atteinte suffisamment grave à leur droit de vivre dans un environnement sain* »
- **L'Etat reconnu fautif du fait de l'insuffisance du PPA** de l'agglomération lyonnaise à faire que la période de dépassement des seuils de pollution soit la plus courte possible (// décision C-636/18 du 24 octobre 2019 de la CJUE)
- Sur le lien de causalité entre la faute de l'administration et le préjudice direct et certain du requérant permettant d'engager la responsabilité de l'administration : **une expertise est ordonnée pour établir ou non ce lien** entre les maladies pulmonaires du fils et l'exposition quotidienne aux épisodes de pollution atmosphérique
- Raisonement similaire à celui de la Cour administrative d'appel de Paris (11 mars 2021, n°19PA02869) précité

- L'intégration des problématiques Air-Climat-Energie se réalise davantage en droit national, au travers des outils de planification, qu'en droit de l'Union européenne mais reste encore insuffisante
- Le corpus juridique (international, européen et national) est de plus en plus étoffé – parfois même jugé trop complexe - et fait naître de nombreux contentieux au niveau national
- Aux contentieux de la qualité de l'air s'ajoutent les contentieux climatiques, basés sur des fondements juridiques plus larges qui ouvrent de nouvelles voies de droit mettant en cause la responsabilité de l'Etat dans l'insuffisance des politiques climatiques

Merci pour votre attention

Corentin CHEVALLIER

Avocat au Barreau de Paris

FOLEY HOAG

01 70 36 61 49

cchevallier@foleyhoag.com